

ANNUAIRE FRANÇAIS
DE
RELATIONS
INTERNATIONALES

2020

Volume XXI

**PUBLICATION COURONNÉE PAR
L'ACADÉMIE DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES**

(Prix de la Fondation Édouard Bonnefous, 2008)



Université Panthéon-Assas
Centre Thucydide

SOMMES-NOUS EN 1913 ?

PAR

PHILIPPE MOREAU DEFARGES (*)

Au début de la décennie 2010, le centenaire de l'éclatement de la Grande Guerre, en août 1914, provoque un déferlement de livres sur la tragédie. L'un d'entre eux, *The Sleepwalkers. How Europe Went to War in 1914*, de Christopher Clark (1) se détache clairement du lot par les louanges qu'il suscite et par ses ventes exceptionnelles, d'abord et surtout en Allemagne. Le titre a une résonance particulière, présentant des gouvernants plongés dans un profond sommeil, n'agissant pas mais tirés par des passions qui les dépassent. Ce titre, sans écarter la recherche de causes analysables (fièvres nationalistes, empires proches de l'effondrement et cherchant désespérément un moyen de ressouder leurs peuples, états-majors anxieux de vivre l'épreuve décisive...), impose l'idée d'une fatalité aveugle manipulant les pouvoirs en place, les lecteurs étant tentés de plaquer cette grille d'analyse sur les dirigeants actuels : des marionnettes semblables aux élites de la Belle Époque. Mais le somnambulisme est-il une explication ou, au contraire, permet-il de ne rien expliquer, les engrenages de l'été 1914 n'obéissant qu'aux cheminements obscurs du subconscient ?

Les moments de crise majeure se caractérisent par un sentiment d'inéluctable chez les gouvernants. Ces derniers sont dépassés par les événements, ils le savent et même parfois le reconnaissent, leur impuissance se trouvant renforcée ou justifiée par l'engrenage des décisions à prendre. Alors, serions-nous dans un nouveau 1913 ?

Comparaison n'est pas et ne sera jamais, ne doit pas et ne peut pas être raison. Une démarche comparative ne peut que permettre de tenter d'appréhender ou d'évaluer ce qui a vraiment changé... et ce qui n'a pas changé.

(*) Ancien diplomate français et ancien chercheur à l'Institut français des relations internationales (IFRI, France).

(1) Voir, pour la traduction française, Christopher Clark, *Les Somnambules. Été 1914, comment l'Europe a marché vers la guerre*, trad. Marie-Anne du Béro, Paris, Flammarion, 2013, 672 p.

PLUS ÇA CHANGE... : UNE PLANÈTE MONDIALISÉE

Ce qui a changé entre 1913 et 2020 peut se résumer en quatre chiffres. En 1913, la population mondiale approche les deux milliards d'individus ; en 2020, elle approche les huit milliards. En 1913, le produit mondial brut par habitant s'élève à 1 500 dollars ; au début des années 2000, ce produit tourne autour de 6 500 dollars (2). Alors que la population quadruple, la capacité de la machine économique planétaire, elle, serait multipliée par huit. Il ne s'agit là que d'ordres de grandeur très approximatifs, indiquant seulement le formidable bouleversement de tous les équilibres, en premier lieu du rapport entre l'homme et la nature.

Dans le champ des relations internationales, entre 1913 et aujourd'hui, quatre transformations en interaction se cumulent, toutes étant portées par la même dynamique égalisatrice : fin de l'Europe comme centre du monde, accouchant d'un espace géopolitique planétaire unique ; droit des peuples à disposer d'eux-mêmes comme cause centrale des conflits territoriaux ; ébauche, avec le multilatéralisme, d'une démocratie planétaire, n'abolissant pas les liens et les jeux diplomatiques bilatéraux mais les remodelant radicalement ; enfin, contractualisation du lien entre État et individu. Ces vagues de fond rendent-elles le monde de 2020 plus stable, plus contrôlable, plus prévisible que celui de 1913 ? Ou l'instabilité, l'incertitude ne font-elles que se déplacer et se métamorphoser ?

D'un système tenu par quelques puissances à un espace géopolitique démocratisé

En 1913, la majorité des terres émergées se trouve partagée entre les empires des puissances européennes : d'abord et surtout le Royaume-Uni, puis, loin derrière, la France, suivie par les Pays-Bas, la Belgique, l'Allemagne... Au tournant des XVIII^e-XIX^e siècles, les Amériques se libèrent de l'emprise européenne pour tomber sous la garde du colosse qui a initié la vague des indépendances, les États-Unis. Ce dernier est, dès les lendemains de la guerre de Sécession (1861-1865), la première puissance économique mondiale, mais il se concentre sur la conquête de son territoire. Seul le Japon, puissance « jaune », défie l'ordre européen, notamment en triomphant de la Russie dans la guerre de 1904-1905.

Les puissances européennes – l'Allemagne, avec son allié dévoré par ses multiples nationalités, l'Autriche-Hongrie, et, oscillant entre les deux camps face au Royaume-Uni et à la France, les autres (Italie, notamment) – sont toutes convaincues d'être engagées dans une lutte à mort, qui devra inévitablement produire une guerre.

Le monde des années 2000 est issu des deux guerres mondiales et de l'une de ses conséquences majeures, la décolonisation. Les terres émergées relèvent de près de 200 États, égaux selon le droit international,

(2) Dollars 1990.

mais très inégaux en taille, en richesse, en force. Le jeu planétaire n'est plus monopolisé par une poignée d'États – supérieurs, convaincus de l'être, mais ressentant avec acuité que leur hégémonie entre dans son crépuscule – ; il est le terrain d'une compétition ouverte et féroce d'abord entre deux géants, l'un établi et menacé de déclin (États-Unis), l'autre humilié pendant un siècle et avide de revanche (Chine), mais aussi entre de multiples puissances plus ou moins moyennes, plus ou moins raisonnables, de la Russie à l'Inde, de l'Iran à la Turquie, du Vietnam au Brésil.

La guerre redéfinie par le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes

En 1913, la guerre est le mécanisme ultime et normal de règlement des rapports de force. Les territoires appartiennent à celui qui réussit à se les approprier (ainsi, en 1871, l'Alsace-Moselle retirée à la France par les armes de la Prusse d'Otto von Bismarck, cette dernière en profitant pour unifier l'Allemagne). Victoires – et donc défaites – distribuent et redistribuent les territoires.

Le XX^e siècle, marqué par des guerres totales et extrêmes, se caractérise aussi par une délégitimation de la guerre. La Société des nations (SDN) puis l'Organisation des Nations Unies (ONU) sont les laboratoires d'efforts de police internationale visant à empêcher les États de s'agresser. La guerre devient une délinquance remodelée par le droit.

Les Grands, tout en continuant à se piéger dans des interventions (États-Unis au Vietnam, en Afghanistan, en Iraq ; Russie en Ukraine et peut-être en Syrie), savent qu'une « grande » guerre serait d'emblée incontrôlable, les belligérants étant nécessairement entraînés dans une escalade des armements, des missiles nucléaires aux drones. La Seconde Guerre mondiale marque l'ultime et radicale expression, ainsi que l'échec, de desseins expansionnistes ou impériaux : Allemagne d'Hitler et son empire de mille ans à l'Est ; Japon et sa sphère de co-prospérité asiatique (3). La conquête des peuples devenant impossible, il reste à les influencer, à les couler dans un même moule idéologique.

La dernière guerre ouverte de conquête est sans doute, en 1990, l'invasion du Koweït par l'Iraq de Saddam Hussein (4). L'opération se termine très mal : condamnation par la très grande majorité des États ; défaite écrasante de l'Iraq face à une coalition commandée par les États-Unis et associant plusieurs États arabes. En 2014, le rattachement de la

(3) Staline obtient l'avancée de la frontière européenne de l'Union soviétique par le célèbre pacte germano-soviétique du 23 août 1939. Cette frontière est consacrée notamment à Yalta, en février 1945, Staline acceptant la reconstitution de la Pologne. Cette dernière, rayée de la carte par le pacte, renaît déplacée vers l'Ouest (la ligne Oder-Neisse devenant la nouvelle frontière entre Allemagne et Pologne). L'Homme d'acier, fidèle à sa prudence tortueuse, préfère que l'Union soviétique n'ait pas de frontière commune avec la redoutée Allemagne. En 1975, la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), initiée par Moscou, réaffirme l'inviolabilité des frontières comme l'un des piliers de la paix européenne.

(4) Le dictateur iraquien présente cette conquête comme une réappropriation légitime, le Koweït ayant été « autrefois » la dix-neuvième province d'un Iraq qui n'avait pas été créé.

Crimée – cédée par l'Union soviétique à l'Ukraine en 1954 – à la Russie correspond-il à une conquête ou à un retour dans la mère-patrie ? Le débat sur cette controverse n'est pas près de se clore.

En ces années 2000, la violence, si elle demeure omniprésente, se fragmente, se décompose, se « démocratise », recours légitime (pour tous ceux qui n'hésitent pas à la déchaîner) pour mettre fin à des « injustices » : peuples se battant pour obtenir un/« leur » État (Palestiniens, Kurdes...) ; intégrismes considérant que leur cause ne sera reconnue ou respectée qu'à la suite d'actes de terreur.

De la fin du XVIII^e siècle aux deux guerres mondiales, le nationalisme, s'il se diffuse dans le sillage de l'europanisation du monde, reste largement le monopole des « grandes » nations, ces dernières transcendant ou masquant leur nationalisme dans une mission supérieure et inévitablement conquérante : « le fardeau de l'homme blanc » de Rudyard Kipling, poète et romancier de l'Empire (britannique) ; la mission civilisatrice de la France ; pangermanisme de l'Allemagne ; panslavisme de la Russie... Aujourd'hui, le nationalisme est soit brandi par les « petits », du Québec au Kurdistan, de l'Écosse à la Catalogne, soit remobilisé par des « grands » ou des ex-grands ne supportant pas de ne plus être au-dessus des autres (Royaume-Uni du Brexit, États-Unis de Donald Trump). Les implications du droit de chaque peuple à avoir un État sur le territoire qu'il considère comme légitime enflamment bien des zones, des Balkans au Soudan, de la Palestine à l'Ukraine.

Le terrorisme s'impose également comme l'une des expressions majeures de la violence en ce début de XXI^e siècle. En 1914, le terrorisme est très présent, l'archiduc François-Ferdinand et son épouse sont assassinés à Sarajevo par un groupuscule « terroriste » (nationaliste pour les Serbes) plus ou moins manipulé par un réseau serbe, la Main noire. Au tournant des XX^e-XXI^e siècles, les phénomènes terroristes, comme l'illustrent les radicalismes islamistes, acquièrent une puissance, une indépendance sans doute sans précédent (ressources financières, déploiement sur plusieurs continents et même formation certes temporaire d'une sorte d'État – Daech –...). Alors qu'en 1914 les États ont incontestablement le monopole de la force légitime (au moins sur la scène internationale), ils subissent aujourd'hui une concurrence inédite, celle de groupes privés (mouvements transnationaux, trafiquants... et même peut-être entreprises).

Un système institutionnel, conçu pour empêcher un nouveau 1914

Le système institutionnel à vocation mondiale, ébauché par la SDN, reconstruit en 1945 avec l'ONU et sa constellation d'institutions spécialisées, a été conçu pour que les engrenages tragiques de 1914 ne se reproduisent pas. Les efforts se sont poursuivis autour de trois axes.

Un dialogue permanent entre les États

Veiller aux risques d'incompréhension, de malentendu, assurer une concertation constante, organisée, parler, toujours parler, telles sont les obsessions de la diplomatie internationale. Pour tous ceux conscients des limites de l'ONU, la première raison d'être de l'organisation mondiale est de garantir un contact quasi obligatoire entre les États. Ce souci du dialogue semble avoir pour le moment empêché la « grande guerre » tant crainte.

L'internationalisation des causes profondes de guerre

Si la guerre n'est pas une fatalité décidée par quelque pouvoir caché, elle peut être comprise, expliquée ; elle peut donc être soit sanctionnée comme une délinquance, soit soignée comme une maladie.

Les agences onusiennes peuvent être regardées comme autant de dispositifs chargés de faire face aux instabilités majeures, aux maux du système international : le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale pour les problèmes macro-économiques et financiers ; l'Organisation mondiale de la santé (OMS) pour les maladies et épidémies... Les causes ou les origines des guerres seront traitées en amont avant de se fondre dans le flux des engrenages menant à la guerre.

L'insurmontable défi : briser le cycle infernal de la vengeance

Comment empêcher que le vaincu ne se venge... sans aller jusqu'à son anéantissement (paix carthaginoise) ? Le défi est tragique en 1918, les deux vainqueurs européens – la France et aussi le Royaume-Uni – étant saignés à blanc et la seule puissance, les États-Unis, pouvant entraver l'Allemagne, retournant à son insularité.

Le cycle infernal n'est toujours pas aboli. En 1945, la charte de l'ONU prévoit un mécanisme de police mondiale, sous la direction du Conseil de sécurité doté, selon les articles 43 à 47, d'une forme d'armée. Cependant, ce dispositif reste sur le papier. En outre, la charte tient à rappeler, dans son article 51, que les États ne sauraient être privés de leur « droit naturel de légitime défense » si le Conseil se révèle incapable d'agir. De 1945 aux années 2000, l'hégémonie exceptionnelle des États-Unis interdit qu'on les défie. Pourtant, le cycle infernal semble se remettre en marche dans le bras-de-fer entre les États-Unis, puissance établie et anxieuse de perdre son statut, et la Chine, qui ne masque pas sa volonté de laver l'humiliation de son effondrement, des guerres de l'opium au milieu du XIX^e siècle à l'avènement du maoïsme en 1949. Serions-nous en 1913, les États-Unis et la Chine prenant la place du Royaume-Uni et de l'Allemagne ?

Un État pris dans un enchevêtrement de droits, d'obligations et de surveillances

Les États européens de 1914 se sont édifiés par et pour la guerre. La plus grosse part des budgets est absorbée par le financement des armées.

Le service militaire obligatoire (à la suite de l'école) est le grand ciment de la cohésion nationale, la guerre étant pour toute génération une épreuve incontournable et testant la réelle force des nations. Les États sont alors des forteresses soudées par l'attente du prochain affrontement armé.

Un siècle plus tard, l'État – au moins dans le monde développé – n'a plus pour moteurs la sécurité, la puissance ou la grandeur, mais la prospérité, l'égalité, la quête d'un équilibre entre compétition et solidarité. Les grands moteurs de l'intégration nationale (école, partis politiques, églises...) ne sont plus les voies de passage incontournables qu'elles étaient à l'apogée des États-nations. La conscription est abandonnée dans la plupart des États démocratiques. L'État-providence concentre l'essentiel des dépenses publiques. Les peurs collectives se sont radicalement transformées : on n'attend plus la prochaine guerre mais le déferlement massif et incontrôlé de migrants.

L'État souverain, déjà dans l'aire occidentale, n'est plus la citadelle armée du début du XX^e siècle. Deux transformations fondamentales, l'une économique, l'autre politique, le remodelent :

– L'explosion des flux, des marchandises aux idées, des techniques aux individus, domine la prospérité et la sécurité de l'État. Ce dernier doit à la fois s'ancrer dans ces flux, source essentielle de richesse et de modernisation, et les contrôler, ces flux pouvant être dangereusement déstabilisateurs (trafics de toutes sortes, déplacements dangereux ou illégaux). Alors que, traditionnellement, l'enjeu-clef est de nouer des alliances en vue de la guerre à venir, il est désormais vital de multiplier les coopérations pour tout État excluant de fermer ses frontières tout en ne renonçant pas à surveiller les flux le pénétrant ou le traversant.

– Le rapport entre l'État et les individus se fait plus égal ou moins inégal, plus contractuel, plus ouvert. En 1913, l'individu « appartient » à l'État, il est prêt à mourir pour la patrie. Un siècle plus tard, la conscription est abolie dans la plupart des États démocratiques. Les individus, de bien des manières (migrations, mariages, changements de nationalité), entretiennent une relation plus conditionnelle, plus négociée avec leur État d'origine. L'élan des nations durant l'été 1914, l'acceptation de milliers, de centaines de milliers de tués sont-ils encore possibles ?

Le monde de 2020 s'est fait contre celui de 1913 : surtout ne pas revivre l'enfer de 1914-1918 ! Par ailleurs, toutes les évolutions matérielles, de l'augmentation des populations aux mutations techniques ou à l'inclusion de toutes les sociétés dans la mondialisation, font de la question écologique le défi des défis. Chez les hommes de 1913, il y a la nostalgie du paradis perdu ou détruit, mais imaginent-ils – à l'exception d'auteurs de romans futuristes – que l'industrialisation fait d'eux des apprentis-sorciers ?

... PLUS C'EST LA MÊME CHOSE ?
UNE MONTÉE AUX EXTRÊMES, POSSIBLE OU IMPOSSIBLE ?

Si l'histoire se répète, ce serait la première fois une tragédie, la seconde fois une farce (Karl Marx comparant le Dix-huit brumaire de Napoléon Bonaparte et le 2 décembre 1851 de son neveu, Louis-Napoléon, futur Napoléon III). 1913, les préliminaires d'une descente aux enfers de l'Europe. 2020, une farce ? Même si le monde a radicalement et irréversiblement changé entre les deux dates, l'histoire ne ferait-elle que procéder à une énième redistribution des mêmes ingrédients ? Tout paraît être semblable mais multiplié par les flux et connexions de la mondialisation. La seconde fois n'est jamais une farce, elle peut être aussi « tragique » que la première, mais de manière différente.

Le monde de 1913 est vertical, hiérarchisé, rigide ; celui des années 2010-2020 est horizontal et en renégociation et recomposition permanentes.

Deux paix impériales agonisantes

1913, la paix impériale britannique rattrapée par l'Europe

L'Empire, sublimé par la mythique reine Victoria (1819-1901), se veut éternel, sous la garde d'une élite anglo-saxonne élue pour gouverner le monde en s'appuyant sur les dominions blancs (Canada, Australie, Nouvelle-Zélande et même Afrique du Sud – en dépit de la tache laissée par l'enfermement des Boers, eux aussi, il est vrai, racistes). L'Empire est aussi bien ébranlé à l'intérieur (revendications d'indépendance aux Indes, cœur de l'Empire) que refoulé ou menacé à l'extérieur : les Amériques relèvent désormais de Washington ; en Asie, Russie et Japon s'affrontent, les États-Unis s'imposant comme arbitre ; enfin et surtout, en Europe, l'Allemagne de Guillaume II, enragée par l'arrogance britannique, revendique une politique mondiale. Le Royaume-Uni se découvre piégé et bientôt épuisé et ruiné par ce continent dont il s'était si bien tenu à l'écart tout en manipulant remarquablement ses rivalités de puissance.

Depuis 2001, l'irréversible reflux des États-Unis

Les empires déclinants ont souvent un ultime flamboiement. Ainsi, au lendemain des attentats du 11 septembre 2001, la tentative néo-conservatrice – et bâclée – des États-Unis de George W. Bush de rebâtir un Moyen-Orient démocratique. Depuis 2017, l'administration Trump, tant avec son slogan *America first* qu'avec sa démarche d'enfermement (projet de mur avec le Mexique), incarne et matérialise la volonté des Américains de revenir à la maison et même de la verrouiller. Puisque les Autres ne nous aiment pas, qu'ils se débrouillent sans nous et s'assument enfin !

La fin des paix impériales, de celle de l'Empire romain à celle de l'Empire américain, ne peut pas bien se passer. Le pouvoir impérial, fatigué de sa mission, ne croit plus en elle. L'ordre planétaire n'est plus garanti par une sorte de gardien d'ultime ressort capable au moins de bloquer les paris

hégémoniques les plus hasardeux. Toutes sortes de revendications, des délinquances de tous types aux micro-nationalismes, ne sont plus étouffées et se déchaînent. Les interdépendances, manipulées par tous ceux prêts à exploiter les « trous » des législations et des contrôles, se dérèglent ou même se dévoient. Contournements et inégalités explosent.

Le darwinisme social, mort ou réinventé à l'infini

Le darwinisme social est l'idéologie étatique des années 1850-1914 (5). Les puissances européennes, se persuadant que leurs rivalités obéissent aux mêmes lois que la sélection des espèces animales, s'emprisonnent dans une fuite en avant accouchant des deux guerres mondiales. La géographie politique puis la géopolitique comme disciplines « scientifiques » prennent forme à cette époque-là en Allemagne (Friedrich Ratzel, 1844-1904), dans les pays nordiques (le Suédois Rudof Kjellen, 1846-1922) et au Royaume-Uni (Halford J. Mackinder, 1861-1947).

En ce début de XXI^e siècle, les horreurs et tragédies du XX^e siècle interdisent encore à la rhétorique du tournant des XIX^e-XX^e siècles, combinant nationalisme, eugénisme, racisme et impérialisme, de resurgir ouvertement – sauf chez des extrémismes pour le moment crépusculaires. La mondialisation n'en est pas moins mue par une compétition féroce, anarchique, entre États, entreprises, mouvements divers, individus. Une certaine phraséologie universaliste masque ou tente de masquer cette concurrence mais ne l'élimine pas. La Chine de Xi Jinping se fait la porte-parole d'un monde ouvert, tout en pratiquant un capitalisme d'État et une surveillance inquisitoriale de la population. Quant à l'administration Trump, sa politique étrangère se revendique clairement darwinienne.

Tout comme il y a un siècle des efforts sont entrepris pour civiliser la guerre et la course aux armements (en 1899 et 1907, conférences de La Haye) mais ne neutralisent pas la montée des tensions, la reconnaissance aujourd'hui d'impératifs supérieurs (maîtrise du développement, contrôle des inégalités, lutte contre les pandémies...) ne fait pas disparaître la géopolitique des puissances, ces dernières s'appropriant et manipulant les préoccupations de discipline collective.

Le nationalisme, loin de s'éteindre, se démocratise et se fragmente. S'apaise-t-il pour autant ? Dans les années 1900, les nationalismes exacerbés des grandes puissances, s'ils repoussent dans les coulisses les nationalismes des petits, n'empêchent pas ces derniers de s'entredéchirer (guerres balkaniques de 1912-1913). Les micro-nationalismes d'aujourd'hui confirment que le jeu international n'est pas le monopole des colosses, les catastrophes pouvant être enclenchées par les « petits » (voir *infra*).

(5) Le naturaliste anglais Charles Darwin (1809-1882), considéré comme le théoricien de la lutte perpétuelle entre les espèces pour la survie des plus aptes, ne s'est jamais reconnu dans le darwinisme social d'Herbert Spencer (1820-1903) assimilant les comportements humains à ceux des animaux.

Des gouvernants désespérés

« Les lumières s'éteignent dans toute l'Europe [...] Nous ne les verrons pas se rallumer de notre vivant. » (Edward Grey, secrétaire au *Foreign Office*, été 1914) Ces phrases résument le tragique désarroi des gouvernants européens face à la descente vers la guerre. L'Autrichien François-Joseph, l'Allemand Guillaume II, le Russe Nicolas II savent qu'ils enclenchent le pire, qu'ils vont perdre leur trône, mettre fin à des dynasties pluriséculaires, mais la peur de paraître faible, la pression des nationalismes imposent de ne pas reculer.

Les gouvernants des années 2000 apparaissent pris entre la nécessité de maintenir la croissance à tout prix (créer des emplois, toujours créer des emplois), la méfiance ou l'hostilité viscérale des opinions publiques et l'irruption des urgences planétaires (maîtriser les consommations d'énergie, prévenir ou contenir les catastrophes). Les informations, les conseils se bousculent : expertises bureaucratiques ; analyses sauvages des réseaux sociaux ; algorithmes...

La grande tentation est une fuite aveugle en avant. En 1914, ce sont les mobilisations et déclarations de guerre. Depuis l'effondrement du marché immobilier américain en 2007-2008 (crise des *subprimes*), l'injection massive et répétée de crédits, le rachat de dettes (*Quantitative Easing*, QE), les taux d'intérêt négatifs constituent autant de signes de l'impuissance des dirigeants, essayant tout ce qui est possible comme les pilotes d'un avion en perdition utilisant toutes les manettes devant eux.

Aujourd'hui, la frénésie des rencontres à tous les niveaux, avec tous les professionnels possibles, évoque les poussées de fièvre diplomatiques des années précédant la Grande Guerre. Les chutes des cours de Bourse, les faillites bancaires ont remplacé les bras de fer à répétition autour des Balkans ou du Maroc.

Comme en 1914, le désarroi est à la fois technique (complexité des problèmes notamment économiques, du fait tant de la mondialisation que des innovations techniques) et politique (délégitimation des gouvernants démocratiques).

De la poudrière de l'Europe à une chaîne de poudrières

Dans les années 1910, le baril de dynamite, poudrière pouvant faire tout exploser, est identifié : les Balkans, où se rencontrent empires vermoulus (Empire ottoman, Autriche-Hongrie et Russie) et nationalismes agressifs, portés par des peuples pauvres, longtemps asservis (Serbes, Bulgares, Grecs...). C'est dans cette zone que la guerre doit éclater, c'est là qu'elle éclate.

Un siècle plus tard, les poudrières prolifèrent. Deux évoquent les Balkans de 1913 : le Moyen-Orient, de la Turquie à la Péninsule arabique ; l'Asie maritime. Conflits multiples entre des nationalismes instables, heurts entre empires amers de leur déclin (États-Unis de Donald Trump) et empires

emportés par un développement chaotique (Chine de Xi Jinping). D'autres poudrières peuvent être qualifiées de périphériques : Sahel, Cachemire...

Le changement fondamental réside toujours dans les formidables poussées de mondialisation, dans la multiplication des flux, des réseaux, des interactions. Ce qui était séparé est connecté. Ce qui était loin est tout proche. Ce qui se répandait en plusieurs jours, mois, années se diffuse en quelques secondes.

Engrenages et dérapages

Parmi les explications majeures de l'explosion de l'été 1914, figure l'engrenage des mobilisations et des déclarations de guerre : 23 juillet, ultimatum de l'Autriche-Hongrie à la Serbie ; 29 juillet, mobilisation de la Russie ; 1^{er} août, mobilisation et déclaration de guerre de l'Allemagne à la Russie et à la France, mobilisation de la France ; 4 août, déclaration de guerre du Royaume-Uni à l'Allemagne ; 5 août, déclaration de guerre de l'Autriche-Hongrie à la Russie ; 11 août, déclaration de guerre de la France à l'Autriche-Hongrie ; 13 août, déclaration de guerre du Royaume-Uni à l'Autriche-Hongrie... Chacun des protagonistes est soucieux de ne pas être en retard sur les autres. Les empires centraux doivent faire face à une guerre sur deux fronts. La Russie doit surmonter l'immensité de son territoire et le manque de lignes de chemin de fer. Pour la France, il est vital que l'Angleterre intervienne ; par conséquent, le territoire français doit subir un début d'invasion allemande, preuve d'agression.

Au lendemain des deux guerres mondiales, notamment du fait des possibilités de destruction apocalyptique par les armes nucléaires et les missiles, beaucoup est fait pour éliminer les enchaînements automatiques, empêcher les dérapages incontrôlés (ainsi communications directes entre responsables suprêmes). Les risques d'engrenage n'en sont pas moins encore plus considérables qu'il y a un siècle, les hommes s'en remettant aux machines pour d'innombrables décisions. Agir plus vite, toujours plus vite ! Les paniques boursières, la tétanisation du système bancaire occidental lors de la crise des *subprimes* (2007-2008) montrent des engrenages financiers, ne provoquant pas des milliers, des millions de tués, mais détruisant des millions d'emplois, enracinant une méfiance durable à l'encontre des opérateurs financiers, révélant la dépendance des gouvernants à l'égard des manipulateurs d'argent.

D'UN MONDE DÉTERMINISTE À UN MONDE CHAOTIQUE

Le monde de 1913 est encore déterministe (6). Le XIX^e siècle est le temps des grandes pensées : Auguste Comte, Karl Marx, Friedrich

(6) La théorie de la relativité d'Albert Einstein (1879-1955) fait sa percée dans le champ scientifique dans la première décennie du XX^e siècle. Les relations d'indétermination ou d'incertitude sont formulées par Werner Karl Heisenberg (1901-1976) dans les années 1920.

Nietzsche... Les grandes guerres naissent de grandes causes. Mais, depuis les années 1970, « le battement d'aile d'un papillon au Brésil peut provoquer une tornade au Texas » (Edward Lorenz, 1972).

Alors, face à l'inconnu, il est toujours sage de revenir vers les grands héritages, d'abord vers la Grèce antique.

La princesse troyenne Cassandre, fille du roi Priam, reçoit des dieux le don de prédire l'avenir mais, d'emblée, ce don s'accompagne d'une malédiction : les prédictions de Cassandre ne seront pas écoutées et donc seront inutiles. Cassandre supplie les Troyens de ne pas laisser entrer dans leur ville le cheval de bois abandonné sur leur rivage ; les Troyens tirent dans l'enthousiasme à l'intérieur de leurs murs l'animal qui déversera de ses flancs des soldats grecs.

L'oracle de Delphes annonçait toujours l'avenir par des devinettes aux multiples sens, que, pour trop en attendre, les consultants retournaient contre leurs souhaits. Ce qu'ils ne voulaient surtout pas s'accomplissait, alors que, semble-t-il, la prêtresse leur prophétisait la réalisation de leurs plus beaux rêves. Quant à ce qu'ils voulaient, il se matérialisait toujours de manière tordue.

La descente aux enfers de 1914 ne ressemble pas au cataclysme de 1789. Chaque rupture est lourde de toutes celles qui l'ont précédée mais aussi recèle un caché inconnu. Les années 2000 charrient toutes les transformations de l'histoire et surtout l'implacable multiplication des flux et des liens contractant l'espace et le temps, frottant les hommes les uns contre les autres. Peut-être sommes-nous en 1913, un 1913 voué à stupéfier les hommes d'aujourd'hui tout comme ceux de 1913 face à un cataclysme qu'ils ne pouvaient pas oser imaginer...